

Qu'est-ce que l'Union nationale pour l'habitat des jeunes ?
Éditions l'Archipel, novembre 2008

Rémi Laurent

Number 311, February 2009

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1022190ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1022190ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (print)

2261-2599 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Laurent, R. (2009). Review of [*Qu'est-ce que l'Union nationale pour l'habitat des jeunes ?* Éditions l'Archipel, novembre 2008]. *Revue internationale de l'économie sociale*,(311), 97–98. <https://doi.org/10.7202/1022190ar>

Analysant le développement local en Pologne, Aïssaoui souligne l'importance de la dépendance de sentier et met en évidence la difficile appropriation de processus de décentralisation impulsée par l'appartenance récente à l'Union européenne. Analysant le « pays » en France, et plus particulièrement le Médoc et le Pays basque, Ségas s'efforce de caractériser la manière dont les acteurs locaux et particulièrement les organisations de l'ESS s'approprient les nouvelles institutions territoriales et avec elles les nouvelles politiques publiques : en quoi et comment est-il possible d'impliquer ces acteurs de la société civile dans le développement territorial ? Plusieurs modèles émergent ainsi selon que la participation est déjà plus ou moins routinière. Sur tous les terrains d'observation ressort le fait que le tournant territorial ne peut s'appréhender indépendamment d'un contexte historique et de dynamiques cognitives originales.

Cet ouvrage, justement parce qu'il n'est pas centré explicitement sur l'ESS, ouvre des possibilités de mieux comprendre les liens, faits de tensions mais aussi de coopérations, de l'ESS aux territoires et plus particulièrement aux politiques publiques. Il ouvre aussi des perspectives sur la valorisation du rôle que jouent les organisations de l'ESS dans le renforcement des liens sociaux et des interactions entre individus et entre organisations, au cœur du développement économique. Il invite enfin à repenser la place de l'ESS dans les changements institutionnels. Un vaste chantier qui reste encore à débroussailler.

Nadine Richez-Battesti, Lest-CNRS et université de la Méditerranée ●

Qu'est-ce que l'Union nationale pour l'habitat des jeunes ?

Editions l'Archipel, novembre 2008.

La collection « Qu'est-ce que ? » des éditions L'Archipel s'est enrichie d'un numéro sur l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (Unhaj, anciennement Union des foyers de jeunes

travailleurs, UFJT). On y découvre l'histoire de ce mouvement né le 15 décembre 1954, « à la faveur du gouvernement de Pierre Mendès France » : « Un petit groupe d'hommes et de femmes va prendre l'initiative d'articuler les pratiques associatives hétérogènes et disséminées avec une politique publique du logement des jeunes travailleurs en créant l'UFJT, au moment même où vont se développer d'autres mouvements qui incarneront l'essor de l'éducation populaire [...]. » Les différentes étapes de sa construction sont marquées par la volonté de garder l'équilibre entre « une logique gestionnaire et une logique militante d'éducation populaire ».

Pour Nadine Dussert, directrice générale de l'Unhaj, « l'enjeu du programme ne se réduit pas au développement de notre mouvement, il s'agit de mobiliser largement autour de la question qui nous anime tous : l'habitat des jeunes, en tant qu'il constitue un moyen déterminant dans leur processus de socialisation ». C'est ainsi que l'Unhaj propose une vision globale de la question de l'habitat des jeunes à travers la question du logement, bien sûr, mais aussi celle de l'emploi et de la santé et plus largement celle du développement des territoires. « Habiter, c'est être autonome, c'est-à-dire avoir la possibilité de développer, par des relations que l'on a choisies, la capacité de s'approprier un territoire, de le maîtriser, de participer en son sein à la vie sociale et citoyenne ».

Pour Charles-Antoine Arnaud, ancien président, l'UFJT est une des seules organisations d'éducation populaire « qui a réussi à ne pas éclater entre les différentes sensibilités idéologiques et/ou confessionnelles qui existaient en son sein ». La cause, selon l'auteur, serait l'engagement de l'ensemble des sensibilités en faveur de la jeunesse, ce qui leur a permis de « privilégier leur accord sur les services et d'éviter les divisions ».

Cet ouvrage est aussi intéressant dans l'optique de comprendre les évolutions d'une organisation dépendante des politiques publiques, des relations avec des partenaires locaux, des structures adhérentes, des mouvements « amis » et, bien sûr, de l'évolution de la société et des

besoins socioéconomiques. En cinquante ans, l'UFJT-Unhaj a démontré sa capacité, sans se renier, d'adaptation et d'anticipation.

Le renouvellement et le renforcement de l'économie sociale passe notamment par les jeunes. L'Unhaj, en tant que mouvement d'éducation populaire, pourrait contribuer au développement et à la promotion des valeurs et des pratiques d'économie sociale. Sa tentative de traitement global d'une question pourrait être également une source d'inspiration.

Rémi Laurent ●

**« Nous protégeons l'infortune »
Les origines populaires
de l'économie sociale au Québec**

Martin Petitclerc. VLB éditeur, 2007, 283 p.

L'Union Saint-Joseph représente l'une des figures emblématiques de l'histoire des sociétés de secours mutuels au Québec. Le récit de son irrésistible ascension et de son déclin non moins irrésistible franchit largement les limites du genre monographique. L'analyse de Martin Petitclerc, professeur d'histoire de l'université du Québec à Montréal (Uqam), porte moins sur le patrimoine social accumulé par cette entreprise solidaire que sur les causes de son échec programmé. L'auteur nous offre là une remarquable défense et illustration du caractère universel de la pratique mutualiste dans sa confrontation avec l'économie de marché mondialisée.

En quête de l'identité mutualiste

Le colloque international organisé par la Mutualité française à Paris en 1992⁽¹⁾ avait mis en lumière l'existence de proximités identitaires dans les lignes de développement du mutualisme, quelle que fût par ailleurs la diversité de ses cheminements nationaux. La confirmation de cette parenté associative nous rend la démonstration du livre d'autant plus attachante qu'elle

concerne un territoire de tradition culturelle française greffée au cœur de l'Amérique anglo-saxonne.

Le caractère plurifonctionnel de l'entraide mutuelle, de prévoyance et de résistance, est minutieusement approfondi. Ainsi se dégagent simultanément une stratégie de survie pour parer aux risques majeurs de la condition ouvrière (maladie, invalidité, vieillesse, décès) et l'émergence d'une culture populaire porteuse d'un véritable projet d'émancipation sociale. Loin de constituer un simple communautarisme de classe, la dynamique associative ouvre la voie à une espérance nouvelle, celle du rassemblement au sein d'une « *famille fictive* » de la masse ouvrière dispersée. La pratique mutualiste s'affirme comme un catalyseur irremplaçable pour développer les capacités de résistance du mouvement social. Ainsi s'inventent des formes inédites de solidarité concrètes pour répondre à des besoins existentiels, et peut-être surtout de nouvelles façons de penser et de gérer ces réponses. La démocratie associative, remarquable école de la connaissance et de la responsabilité sociales, instaure un climat favorable à l'autonomie ouvrière. De là à considérer la mutualité avant tout comme une anti-chambre, « *un mode mineur, un "pis-aller" en attendant le syndicalisme moderne* », il n'y a qu'un pas, souvent franchi par les historiens du mouvement ouvrier. Myopie dont l'historiographie québécoise n'a, hélas, pas l'exclusivité.

Une « mutualité pure »

Or, loin de se réduire à une simple fonction matricielle, les formes d'organisation conçues par le mouvement populaire québécois revêtent d'emblée un caractère suffisamment élaboré pour être définies comme une « *mutualité pure* ». L'institution solidaire tire sa singularité à la fois de son offre de sécurité relativement inédite dans le monde du travail et de sa rupture avec les conceptions séculaires de la bienfaisance octroyée. L'organisation des secours met ainsi en jeu « *une conception exigeante de la démocratie participative* », instaurant « *une véritable discipline des relations sociales concrètes entre les membres* ».

(1) Cf. *Recma*, n° 247, mars 1993, et Michel Dreyfus et Bernard Gibaud (dir.), *Mutualités de tous les pays, un passé riche d'avenir*, Mutualité française, 1995.